



# REPDEF OTAN INFO



PENSEZ À UTILISER [LES LIENS HYPERTEXTES](#) vers Internet



Ce premier numéro de RepDef OTAN Info 2011 me donne l'occasion de présenter aux lecteurs de cette lettre d'information, mes vœux les meilleurs pour cette nouvelle année.

Du côté du siège de l'OTAN, cette année promet d'être particulièrement dense, avec notamment deux échéances majeures, les réunions ministérielles de mars et juin, pour lesquelles devront être présentées des avancées concrètes sur les engagements politiques pris à Lisbonne. Déjà les 26 et 27 janvier dernier, les chefs d'état-major des armées de l'Alliance se sont réunis à Bruxelles pour aborder à leur niveau les opérations en cours, la déclinaison du concept stratégique en directive politique, la réforme de la structure de commandement et enfin les capacités critiques que l'OTAN se doit de détenir.

L'objectif de cette lettre d'information reste double : il s'agit de mieux faire connaître l'Alliance et le rôle joué au quotidien par les nombreux militaires français qui y sont insérés.

A ce titre, le numéro de ce mois est consacré à deux processus majeurs de l'OTAN, le processus décisionnel en matière de gestion de crise et la planification de défense, mécanisme complexe qui vise à doter l'Alliance des moyens nécessaires pour ses missions de défense collective et de réponse aux crises.

Il m'apparaît important de rappeler ici que notre pleine participation dans la structure militaire de l'OTAN ne remet en cause ni les principes de complète indépendance de nos forces nucléaires, ni la liberté d'appréciation de la situation et de décision concernant l'emploi de nos forces armées. Elle ne remet pas non plus en cause la préservation de nos intérêts et nos choix capacitaires.

Ainsi, tant en terme de gestion de crise, de mise à disposition et d'emploi des forces que de développement de capacités, ce sont bien les Nations qui décident, et ce au travers d'un processus décisionnel basé sur le consensus.

Bonne lecture

**Le Vice amiral d'escadre Xavier Païtard**  
 Chef des représentations militaires françaises à l'UE et l'OTAN

## Le processus de gestion de crise

Le nouveau [Concept Stratégique](#) rappelle que l'OTAN a « le devoir et la volonté de continuer à remplir efficacement trois tâches fondamentales essentielles ». Ces trois fonctions principales sont la défense collective, la sécurité coopérative, et la [gestion de crise](#).

Les pays de l'OTAN comme l'Alliance elle-même doivent s'organiser de façon à pouvoir réagir rapidement en cas de crise pouvant affecter la sécurité de la zone euro atlantique en prenant, dans les temps, les décisions qui s'imposent. Selon l'OTAN « une crise peut être de nature politique, militaire ou humanitaire, et avoir pour cause un conflit politique ou armé, des incidents technologiques ou des catastrophes naturelles. La gestion des crises regroupe l'ensemble des moyens de faire face à ces différentes formes de crises. »

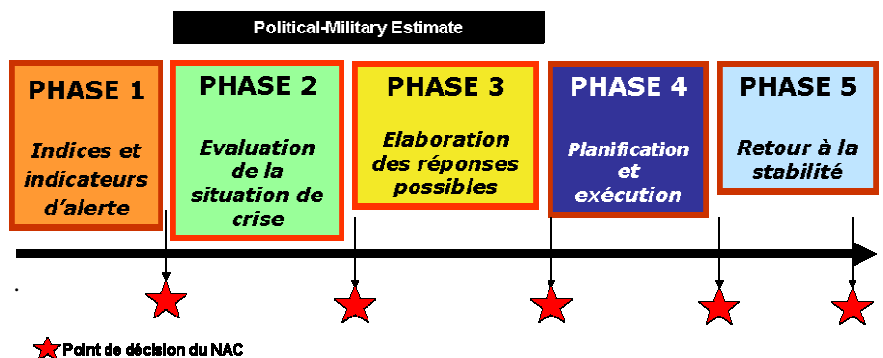
Les crises sont donc de deux types :

- les crises résultant d'une attaque ou d'une agression visant l'un de ses membres, qui relèvent de la défense collective selon [l'article 5](#) du [Traité de Washington](#). Cet article stipule qu'une **attaque armée** contre l'un de ses membres sera considérée comme une attaque contre tous, et en conséquence que l'Alliance prendra toute action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord.



-les autres crises peuvent conduire à des opérations de maintien ou d'imposition de la paix, ou encore de prévention des conflits et nécessiter des capacités militaires ou civils militaires pour les opérations de soutien à une crise humanitaire. La gestion de ces crises s'inscrit dans le cadre de [l'article 4](#), ayant trait à la consultation mutuelle de chaque membre.

Toutes les décisions sont prises par consensus au sein du Conseil de l'Atlantique Nord ([NAC](#)), sur la base d'avis émis par des organes politiques et militaires de la structure. Le processus de consultation peut en revanche impliquer des nations non membres.



Les nations fournissent à l'OTAN des informations lui permettant d'évaluer les situations de crise potentielle. Lorsqu'une crise se prépare, l'OTAN met en œuvre le processus [NCRS](#) (*NATO Crisis Response System*) qui comporte six phases. Le Conseil décide à l'issue de chacune d'entre elles la poursuite ou non du processus. Le cas échéant, il retient, après avoir recueilli l'avis du Comité militaire ([MC](#)), dont chaque membre représente le Chef d'État Major de son pays, une option parmi celles proposées par les autorités militaires de la structure de commandement.



Cela permet aux nations de décider *in fine* du lancement d'une opération en connaissance de cause, avec tous les avis nécessaires pour la pleine compréhension de ses contraintes et de ses limites.

L'ensemble des niveaux de la chaîne de l'OTAN -polico-militaire (siège de l'OTAN), stratégique ([ACO](#)) et opératif (*Joint Force Command*)- participe selon son domaine de compétence ou niveau de responsabilité, au processus d'estimation polico-militaire de la réponse à la crise lors des phases 2 et 3. Par la suite, en phase 4, [SACEUR](#) élabore un plan d'opérations (*OPLAN*), ainsi que des mesures militaires préparatoires, qui seront soumis aux Nations via le [MC](#) et le [NAC](#) pour approbation.

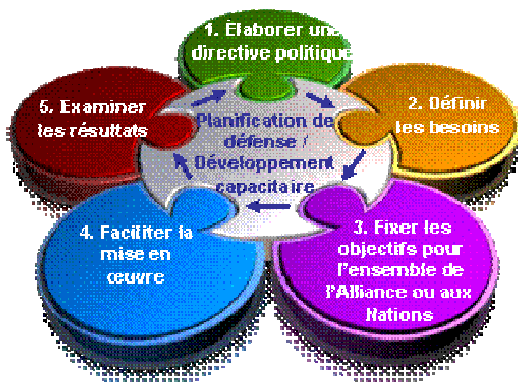
## La planification de la défense et le développement capacitaire

La [planification de défense](#) vise à doter l'Alliance des capacités nécessaires à l'accomplissement de ses missions dans le cadre de son niveau d'ambition (2 opérations majeures et 6 opérations de moindre envergure). Elle a pour but d'offrir un cadre à l'intérieur duquel les plans de défense des pays et de l'OTAN peuvent être développés et harmonisés afin de satisfaire ce niveau d'ambition. Elle commence par un recensement des moyens mis à disposition de l'Alliance pour se conclure par le [développement des capacités](#) militaires et non militaires manquantes requises pour mener l'ensemble des missions de l'Alliance. La planification de défense est distincte de la planification opérationnelle, qui est effectuée pour les opérations de l'OTAN.

Le processus actuel, nommé *NATO Defence Planning Process* ([NDPP](#)) comprend 13 domaines: forces, ressources, armements, logistique, nucléaire, C3 (consultation, commandement et contrôle), plans civils d'urgence, défense aérienne, gestion de la circulation aérienne, normalisation, renseignement, soutien médical, ainsi que recherche et technologie.

Il repose sur un cycle de 4 ans incluant, tous les deux ans, une phase d'évaluation destinée à mesurer, pour chaque nation individuellement et pour l'Alliance collectivement, l'atteinte des objectifs fixés.

Le processus [NDPP](#) se décline suivant les cinq étapes ci dessous :



Une fois définis dans la directive politique<sup>[1]</sup> les buts et objectifs généraux que l'Alliance doit atteindre, des scénarios génériques de planification permettent d'identifier les besoins et les capacités requises pour répondre à cette ambition globale.

Les nations fournissent ensuite des informations sur leurs forces et capacités au travers d'un questionnaire, où elles spécifient notamment celles qu'elles mettent à disposition de l'Alliance. Ce document doit également décrire les grandes lignes des plans et politiques (notamment financières), ainsi que les projets capacitaires au niveau national, multinational ou collectif en vue d'atteindre les objectifs de planification qui leur ont été fixés lors du cycle précédent par l'Alliance.

La confrontation entre l'ensemble des ressources disponibles et les capacités nécessaires à l'Alliance pour satisfaire le niveau d'ambition permet d'identifier les lacunes de l'Alliance. Celle-ci définit alors des objectifs de développement capacitaire, qu'elle répartit, en respectant les principes du partage équitable des charges et du défi raisonnable, entre les nations, individuellement ou en coopération multinationale, ou qu'elle prend à son compte au travers d'un financement commun. Les objectifs attribués aux nations sont naturellement débattus avec les autorités nationales. Ces discussions ont eu lieu pour la France à la fin du mois de janvier 2011 pour le cycle en cours. Le cycle se termine par la mise en œuvre des programmes permettant de combler les lacunes capacitaires et la révision des résultats avant d'initier un nouveau cycle.

Le [NDPP](#) terminera son premier cycle en 2012 après avoir déjà subi un certain nombre d'amendements pour pouvoir prendre en compte les capacités civiles concourant à la sécurité.

<sup>[1]</sup> Une nouvelle version de ce document est en cours de validation pour être avalisée à la prochaine réunion ministérielle de mars 2011

## Qui suis-je ?



### Nom

Gilles ROUBY

### Grade

Général de Division

### Origine

Armée de Terre

### En poste depuis

Août 2009

### Commandements antérieurs

Adjoint au Représentant militaire Français auprès du comité militaire de l'OTAN

### Fonction actuelle

Représentant militaire Français auprès du SHAPE



## L'interview du mois

### *Mon général, quelle est la mission et l'organisation de la RMF SHAPE ?*

Le représentant militaire français et son équipe auprès du SHAPE ont globalement cinq missions.

En tout premier lieu, il s'agit de représenter le chef d'état-major des armées, dans sa fonction de commandeur opérationnel des militaires français engagés au sein des opérations de l'Alliance vis-à-vis du commandeur stratégique de l'Alliance, SACEUR, mais également vis à vis de DSACEUR pour les opérations de l'Union Européenne dirigées par SHAPE dans le cadre de l'arrangement de commandement dit de « Berlin plus ».

Par ailleurs, nous représentons les différentes divisions de l'EMA sur tous les dossiers traités au sein du SHAPE concernant le besoin opérationnel des systèmes futurs, les plans d'opérations, les plans de défense, la préparation et la certification opérationnelles des NRF, la coopération militaire avec les Nations qui souhaitent travailler avec l'Alliance...

Ensuite, nous sommes en charge, en liaison avec le Centre de Planification et de Conduite des Opérations (CPCO) de présenter les contingents militaires (format, qualifications, équipements, dates d'engagement et de retrait) que la France souhaite mettre à disposition de l'Alliance pour telle ou telle opération lors des conférences de génération de forces.

En outre, il nous incombe d'informer régulièrement les Français insérés, tant à Mons que dans l'ensemble de la chaîne ACO, sur nos positions nationales et nos lignes rouges et, inversement, de veiller à faire remonter les synthèses sur les activités de la chaîne ACO vers Paris et la délégation de la France auprès de l'OTAN à Bruxelles pour faciliter la meilleure anticipation possible des dossiers difficiles.

Enfin il revient à la Représentation de Mons d'assurer le soutien au sens large (administration, chancellerie, budget de fonctionnement...) des militaires français de la chaîne ACO (environ 500 officiers aujourd'hui et 300 sous-officiers) en s'appuyant sur les éléments de soutien nationaux (ESN) présents sur les différents sites. Leur bonne intégration dans les différentes garnisons de la chaîne ACO est une préoccupation importante car après 43 ans d'absence, la réussite du retour des Français demande pas mal de mesures de « réglages » pour reprendre un rythme parfaitement satisfaisant.

Pour accomplir ces missions, l'équipe de la RMF de Mons est structurée de la manière suivante : une équipe de commandement avec un chef d'état-major et un adjoint par armée, un pôle « suivi-synthèse », tourné vers les opérations de l'Alliance et le suivi des activités de la chaîne ACO, et un élément de soutien national chargé de l'administration générale des insérés. L'ensemble représente une trentaine de personnes.

***Vous avez vécu la pleine participation de la France dans la structure militaire intégrée. Comment percevez-vous la place des Français et pouvez-vous dresser un 1er bilan, deux ans après Strasbourg Kehl ?***

Je dresse un premier bilan incontestablement positif et j'estime le positionnement des Français très enviable. En effet, nous formons une des communautés étrangères les plus importantes dans presque tous les états-majors principaux.

Par ailleurs, les militaires français occupent de nombreux postes d'influence aux plus hauts niveaux (SACT, COM JFC Lisbonne, DCOS CPP de SHAPE, SACEUREP...). Nous pouvons donc être des acteurs de premier plan sur tous les dossiers importants et je constate tous les jours que c'est le cas. Je tiens par ailleurs à souligner la grande qualité professionnelle des insérés français que les commandeurs de la chaîne ACO ne manquent jamais de souligner à chacun de mes déplacements dans tel ou tel état-major, y compris dans leur capacité à utiliser la langue anglaise ce qu'ils avouent le plus souvent être surpris de constater.

En outre, il me semble que la pleine participation française a contribué à redynamiser l'Alliance. Il suffit pour s'en convaincre de constater le rôle très actif joué par la France dans de nombreux chantiers depuis le sommet de Strasbourg-Kehl, notamment dans le nouveau concept stratégique, la réforme en cours de la structure de commandement, des agences, et de la gouvernance financière.

***Vous avez servi au siège de l'OTAN à Bruxelles, au niveau politico-militaire et aujourd'hui, au QG de SHAPE, au niveau stratégique. Quelles comparaisons pourriez-vous faire de ces deux postes ?***

Je dois dire que les deux postes sont passionnants tout en étant très différents. A Bruxelles, j'ai eu la sensation de participer activement – bien que modestement - aux différentes décisions politiques de l'Alliance. Ici à Mons, j'ai plutôt la sensation de participer aux décisions militaires stratégiques. Les deux positions sont particulièrement appréciables car, dans les deux cas, on se sent en prise avec les grandes problématiques de sécurité et de défense d'une bonne partie de la planète.

***Dans ce cadre particulièrement multinational, quelles difficultés et quelles satisfactions rencontrez-vous ?***

Je suis particulièrement vigilant dans deux domaines :  
- faire en sorte que nos autorités nationales perçoivent pleinement non seulement la lettre mais également l'esprit des problématiques de la chaîne ACO ;  
- veiller à ce que les « insérés » soient bien imprégnés de nos lignes nationales et fassent remonter suffisamment tôt les dossiers difficiles.  
Du côté des satisfactions, au-delà la pleine participation française que je considère comme un succès, je citerai deux domaines qui me paraissent emblématiques :

- la diffusion de la langue française chez les Alliés et leurs familles au SHAPE. Ainsi, les cours de français atteignent une fréquentation annuelle de 250 personnes ;  
- les excellentes relations avec les autres représentants militaires alliés qui montrent au quotidien la très bonne image dont bénéficie la France dans l'Alliance.

***Avez-vous des messages particuliers, aux futurs candidats pour servir à l'OTAN ?***

Préparez-vous avec le plus grand sérieux à votre futur poste puis, une fois sur place, profitez pleinement, tous les jours, du privilège professionnel unique que représente votre mission au service la France au sein d'une Alliance de 28 Nations !

# Quelques français au siège de l'OTAN (RepDef et insérés)...

## Colonel Bernard DARTAGUIETTE

Affecté à l'État-major international de l'OTAN à Bruxelles, je poursuis une carrière internationale entamée depuis un peu plus de dix ans. Actuellement chef de bureau au sein de la division « Coopération et Sécurité Régionale » de cet état major, je m'occupe des aspects militaires des relations de l'OTAN avec l'ensemble de ses pays partenaires (anciens pays du bloc de l'Est ou pays du pourtour méditerranéen). Auparavant mon cursus « Relations internationales » m'a conduit à œuvrer dans un tout autre domaine, celui du développement capacitaire et des programmes multinationaux d'armement, dans le cadre de l'OTAN ainsi que de l'Union européenne.



Ainsi, après une carrière opérationnelle de navigateur sur Mirage 2000 N puis Mirage 2000D dans l'Armée de l'air, le monde de l'international m'a fait découvrir des domaines très divers, avec une constance cependant, celle de la richesse des contacts professionnels et humains tissés avec mes homologues étrangers.



Commissaire colonel Alain JOLIY

Responsable Finances de l'État-major Militaire International au sein de la Division Logistique et Ressources, je suis en charge des dossiers de financement des activités de l'Alliance sur le Budget militaire. La nature du poste et ma qualité de Représentant du Comité militaire au Comité des Budgets me conduisent à travailler au quotidien tant au sein de la structure de commandement militaire intégré que des délégations nationales. L'intérêt intrinsèque du poste est amplifié dans le contexte exceptionnel de raréfaction des ressources financières et de réformes actuellement engagées par l'Alliance.



Lieutenant-colonel Nicolas RIVIÈRE

Officier traitant à la Division Logistique et Ressources de l'État-major Militaire International, je suis plus particulièrement tous les dossiers ayant trait aux mouvements stratégiques et à l'externalisation. Il s'agit à la fois de faire progresser les documents de doctrine et de s'assurer de leur mise en application sur le terrain dans les opérations de l'Alliance. Ceci se passe en étroite collaboration avec mes homologues du Secrétariat International, d'ACO et d'ACT. Passé par la *Führungsakademie* de Hambourg et précédemment chef de section mouvement-transport au G4 de l'EUROCORPS, la logistique de l'OTAN et le travail en multinational n'étaient pas des nouveautés. En revanche, le niveau politico-militaire est absolument fascinant de par sa richesse et sa complexité.



Lieutenant de vaisseau Karine FOLL

Officier de spécialité Renseignement et Relations internationales, mon parcours professionnel a été marqué par de nombreux embarquements, affectations en état-major parisiens (EMM, EMA) puis de région (chef du bureau renseignement d'ALFOST, chef de cabinet CECLANT) avant de rejoindre en juillet 2009 la RMF UE comme chef de section soutien. Le contexte multinational et interarmées de ce poste permet un enrichissement personnel quotidien et les évolutions récentes de l'UE et de l'OTAN sont fascinantes à plus d'un titre. Chef de cabinet UE/OTAN depuis septembre 2010, je continue à découvrir les rouages de ces deux formidables structures internationales.



Adjudant Catherine PEFAU

Depuis l'été 2010, je sers au cabinet du Représentant Militaire Français auprès de l'OTAN en tant que secrétaire, après avoir pendant 6 ans, travaillé comme fonctionnel sur le projet Concerto, le nouveau progiciel de gestion RH de l'Armée de Terre. Autant dire que mon nouvel emploi constitue un changement radical !

Au quotidien, je suis en charge de la mise à jour de l'agenda, du courrier, du suivi des invitations et des déplacements du vice-amiral d'escadre Païtard, ainsi que de l'accueil des autorités.

Mon travail m'amène à être en relation avec mes homologues dans les autres délégations et auprès des différents bureaux de l'OTAN. Pouvoir côtoyer des personnes venant d'autre pays est pour ma part l'aspect le plus intéressant d'une telle mutation.



Maréchal des logis Thibault BOUYER

Préparation, anticipation, adaptabilité, disponibilité, patience ; tels sont les caractéristiques indispensables pour être un conducteur d'autorité efficace. Si vous ajoutez à cela l'ouverture d'esprit, la curiosité, la sociabilité, la maîtrise de l'anglais et surtout l'humilité, vous posséderez le paquetage complet pour évoluer sereinement en milieu international. Enfin, ne pas oublier son statut d'« ambassadeur de la France » qui, au sein de la représentation de SACEUR auprès du siège de l'OTAN (SACEUREP), nous a permis d'être appréciés de tous.